

# International Business Forum Makutano 2021 - Out of the Box

## POUR EN FINIR AVEC L'AIDE... ET COOPÉRER POUR DE BON ?

Date : 07 décembre 2021 – Lieu : Salon Congo – Pullman Kinshasa

- Intervenant : M. **Rémy Rioux**, Directeur général - Agence française de développement (AFD)
- Modérateur : M. **Faustin Luanga**, Ambassadeur itinérant du Chef de l'Etat en charge du suivi des organisations internationales

### Résumé

---

L'aide au développement n'a jamais développé un pays dans le monde, c'est connu et bien documenté. Pourtant, l'aide au développement reste nécessaire pour certains pays à faible revenu, à faible capitalisation et sans crédibilité pour rechercher eux-mêmes sur les marchés. Cette forme de « générosité » des pays du Nord vers les pays du Sud demeure pourtant importante. Cette table ronde a été organisée sous forme des questions-réponses entre le modérateur et l'intervenant. Voici ci-après les grandes lignes :

**Q1 :** Pourriez-vous bien parler de votre agence (AFD) depuis que vous en avez le management ?

**R1 :** Le monde de l'aide publique au développement a certainement besoin d'une pensée « out of the box ». D'ailleurs, c'est ce que l'AFD essaye de faire depuis un temps, par un changement complet du narratif pour l'éclosion d'une relation hyper partenariale entre la France et les pays bénéficiaires de l'aide au développement, en essayant d'appuyer, de financer les innovations qui naissent ci et là à travers le monde, dans les pays nécessitant de l'aide au développement. Somme toute, désormais il s'agit de développer particulièrement les africains, avec les africains et par les africains.

**Q2 :** Vous venez de signer un protocole d'accord avec la Banque EquityBcdc en vue d'accompagner le secteur privé, pourriez-vous évoquer succinctement ce protocole et déterminer dans quelle mesure il change le narratif d'antan en ce qui concerne l'aide au développement ?

**R2 :** Même en France, pendant longtemps on a cru que pour réussir il fallait devenir fonctionnaire ; mais finalement, on s'est rendu compte qu'il faut libérer les forces de

création, en particulier de création d'entreprises. Le protocole d'accord avec EquityBcdc est justifié par le besoin de palier à l'absence des banques privées de développement, capables de soutenir financièrement les efforts de création, notamment dans le domaine entrepreneurial. L'idée est d'encourager, structurer, inciter fortement à la création d'entreprises, qu'il faille également accompagner à tous les stades de leur vie. Au monde, il existe 530 banques publiques de développement, et l'Afrique en détient 84. Et si toutes ses banques s'intéressent à la question d'accompagnement des initiatives entrepreneuriales, les résultats seront meilleurs sur terrain. Voilà pourquoi, au sein de l'AFD, on a entrepris d'intéresser toutes ces banques sur la question afin de booster le secteur privé. C'est cela aussi « *to act out of the box* ».

**Q3 :** Au travers de l'AFD, la France a déjà déversé près de 6 milliards d'aide au développement ; ce qui est une bonne chose. Cependant, les pays francophones africains performant moins que les pays anglophones africains. Est-ce une question d'approche, idéologiques ou linguistiques ?

**R3 :** Certes la langue est aussi un vecteur économique d'affaires au-delà de ses valeurs culturelles, mais il faut relativiser les choses. A l'AFD, l'Afrique est considérée comme un tout, et non comme un territoire bicéphale, notamment francophone *versus* anglophone. Il faut donc juger l'Afrique dans son ensemble et non au prisme de la bipolarité francophonie-anglophonie. Il convient néanmoins de reconnaître qu'aussi bien en France que dans certains pays francophones, la culture entrepreneuriale est faible et c'est cela qui pourrait expliquer l'écart noté entre les pays anglophones et ceux francophones. Nous devons retenir que c'est le secteur privé domestique qui est la clé du changement positif, si on veut voir les choses changer.

### **Principales recommandations et identifications des acteurs**

---

- Nécessité de la création d'une banque publique de développement pour soutenir le secteur privé – entrepreneuriat (Primature ; Ministère des Finances ; Ministère du Plan ; Ministère des Petites et Moyennes Entreprises ; Ministère de l'Economie) ;
- Soutenir le secteur privé domestique en tant que clé du changement positif de l'économie du pays (Ministère des Finances ; Ministère de l'Industrie ; Ministère des PME – OPEC ; Ministère de l'Economie).